Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 105
Décembre 2018

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Dejacques en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Gilets jaunes: Ni dieu ni maître

Les politiciens reprennent la main et le piège électoral se referme sur les gilets jaunes. Edouard Philippe se dit intéressé par le R.I.C., pas n'importe comment, ni tout le temps; mais le premier ministre trouve l'idée séduisante. Cela devrait mettre la puce à l'oreille des Français. Quand un gilet jaune propose un R.I.C. et qu'un gouvernement applaudit, le gilet jaune devrait réfléchir et se demander quelle connerie il a pu sortir.

Parallèlement, ce même gouvernement lorgne de manière sympathique sur la liste « Gilets jaunes » qui se met en place pour les européennes. Le but c'est évidemment d'affaiblir le R.N. et dans une moindre mesure la France Insoumise. Comme quoi, le bidouillage des élections et ses combinaisons n'ont pas fini de diviser le mouvement social des gilets jaunes.

Les intellectuels prennent le train en marche. A défaut d'avoir participé aux « Ronds-points » et aux manifestations décentralisées, ni de les avoir vu venir, chacun y va de son analyse. Pour la gauche en général et les écologistes, il faut être très ferme vis-à-vis de l'extrême droite. Les partisans de la lutte des classes seraient passés avec armes et bagages du côté des populistes. Pour d'autres, il faut renouer les liens entre critiques du système et émancipation. D'autres encore dénoncent « un chantage électoral à la peste brune».

Pour les militants qui pratiquent le syndicalisme au quotidien, le mouvement des gilets jaunes reflète ce qui traverse les milieux professionnels. Dans un syndicat, plusieurs opinions cohabitent. Quant aux votes des adhérents, ils vont de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par un fort taux d'abstention.

Soyons clairs, nous refusons de discuter avec les militants d'extrême droite, les chevronnés et les irréductibles. Il faut les combattre, un point c'est tout. Et c'est loin d'être gagné avec leurs alliés objectifs du gouvernement qui agissent en priorité pour les riches, ce qui se voit de plus en plus et qui est de plus en plus mal supporté par les gens. Cette gouvernance a des incidences…

En ce qui concerne ceux qui votent à l'extrême droite, s'ils ne sont pas militants mais simples votards, la discussion reste possible. Elle est même nécessaire si l'on veut que l'adversaire du moment change d'avis car l'électeur est un zappeur. Il essaie un coup à droite, puis un autre à gauche puis à l'extrême droite, ou encore s'abstient, rien n'est figé. La discussion sur les ronds-points s'effectue de la même manière que dans la section syndicale. C'est souvent celui qui argumente le mieux qui est suivi par le gros de la troupe.

Les libertaires sont contre la délégation de pouvoir et s'activent pour que chaque personne prenne son sort en main. Pas besoin de tribun, ni de chef, encore moins de gourou. D'où la nécessité d'être présents pour discuter et proposer d'autres modèles de société : autogestion…

Par qui sont tenus les ronds-points ? Prenons l'exemple du Havre, ville ouvrière où existe encore un syndicalisme important, notamment celui des dockers. Ce sont bien les dockers avec leur parka, les communaux d'Harfleur et de Gonfreville l'Orcher, villes communistes, qui étaient principalement sur le blocage des ronds-points au début. Ainsi que quelques libertaires. Ou des travailleurs de Sidel sur le rond-point d'Octeville. Il est évident que dans d'autres communes où le R.N. a des capacités militantes, les ronds-points sont tenus par des militants d'extrême droite.

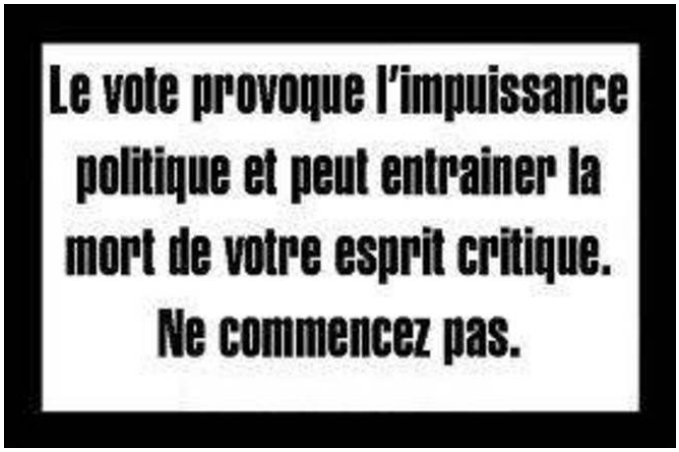
Dans certains villages, on trouve des échos libertaires ou d'extrême gauche. C'est la diversité qui fait la force des gilets jaunes, pas leur homogénéité, qui n'existe pas. D'ailleurs c'est parfois la foire d'empoigne d'un rond-point à un autre dans une même ville. Après avoir fait connaissance, les gens se regroupent par affinité.

Maintenant, les travailleurs ont bien vu que faire grève, en perdant du fric et avec des interlocuteurs qui se fichent des responsables syndicaux, cela ne payait pas. Le mouvement des gilets jaunes, sans leader, a fait davantage que les partenaires sociaux. Les gilets jaunes sont des opposants, pas des partenaires. Car on n'est pas dans la même galère. En bas, on rame, en haut, on est promené et on balance quelques coups de trique de temps à autre pour avancer plus vite, dans le sens d'un pactole à récupérer.

Idem pour le vote. De plus en plus, les travailleurs se rendent compte que voter ne sert à rien ou pas grand-chose. Le vote aujourd'hui est un vote de défiance et on vote par défaut ; c'est ce qui s'est produit pour l'élection de Macron. On vote pour celui qu'on pense le moins pire… d'où les désillusions.

Alors sur les ronds-points, dans les manifestations, nos propositions libertaires doivent aller nécessairement dans le sens d'une émancipation globale, pour une égalité économique et sociale. Cela exclut toute référence au racisme, au sexisme, à l'homophobie…On ne s'émancipera pas en laissant une catégorie d'individus sur le bas-côté ou à la traîne. Ce sera le principe du « Tous ensemble » mais pour l'émancipation de tous et toutes pour chacune et chacune.

Micka (GLJD)
19 décembre 2018



Gilets jaunes de Commercy: Janvier 2019

Notre deuxième appel s'adresse à tous les gilets jaunes, à toutes celles et ceux qui ne portent pas encore le gilet mais qui ont quand même la rage au ventre. Cela fait désormais plus de six semaines que nous occupons les ronds-points, les cabanes, les places publiques, les routes et que nous sommes présents dans tous les esprits et toutes les conversations. Nous tenons bon. Cela faisait bien longtemps qu'une lutte n'avait pas été aussi suivie, aussi soutenue, ni aussi encourageante.

Encourageante, car nos gouvernants ont tremblé et tremblent encore sur leur piédestal. Encourageante, car ils commencent à concéder quelques miettes. Encourageante, car nous ne nous laissons désormais plus avoir par quelques os à ronger. Encourageante, car nous apprenons toutes et tous ensemble à nous respecter, à nous comprendre, à nous apprécier par et dans notre diversité : des liens sont tissés, des modes de fonctionnement sont essayés et ça, ils ne peuvent plus nous l'enlever.

Encourageante aussi, car nous autres nous avons compris qu'il ne faut plus nous diviser face à l'adversité. Nous avons compris que nos véritables ennemis ce sont les quelques détenteurs d'une richesse immense qu'ils ne partagent pas : les 500 personnes les plus riches de France ont multiplié par trois leurs fortunes depuis la crise financière de 2008 pour atteindre 600 milliards d'euros. Les cadeaux fiscaux et sociaux faits aux plus grandes sociétés s'élèvent également à plusieurs centaines de milliards d'euros par an. C'est intolérable. Encourageante, enfin, car nous avons compris que nous étions capables de nous représenter nous-mêmes, sans tampon entre les puissants et le peuple, sans partis qui canalisent les idées à leur seul profit, sans corps intermédiaires davantage destinés à amortir les chocs, à huiler le système plutôt qu'à nous défendre.

Nous sommes aujourd'hui les victimes de la répression : plusieurs morts et des dizaines de blessés graves. Maudits soient ceux qui ont permis cela. Mais sachant que notre détermination est intacte, bien au contraire. Nous sommes fiers de ce chemin accompli et de toutes ces prises de conscience qui sont autant de victoires sur le système écrasant, et nous sentons très bien que cette fierté est partagée par énormément de gens. Comment pourrait-il en être autrement alors que ce système et ce gouvernement qui le représente n'ont de cesse de détruire les acquis sociaux, les liens entre les gens et notre chère planète ? Il nous faut donc continuer, c'est vital. Il nous faut amplifier ces premiers résultats sans hâte, sans nous épuiser mais sans nous décourager non plus. Prenons le temps, réfléchissons autant que nous agissons.

Nous appelons donc toutes celles et ceux qui partagent cette rage et ce besoin de changement, soit à continuer à porter fièrement le gilet jaune, soit à l'enfiler sans crainte. Il faut désormais nous rassembler partout, former des assemblées citoyennes populaires à taille humaine où la parole et l'écoute sont reines. Des assemblées dans lesquelles, comme à Commercy, chaque décision est prise collectivement, où des délégués sont désignés pour appliquer et mettre en musique les décisions, pas l'inverse, pas comme dans le système actuel. Ces assemblées porteront nos revendications populaires égalitaires sociales et écologiques.

Certains s'autoproclament représentants nationaux ou préparent des listes pour les futures élections. Nous pensons que ce n'est pas le bon procédé. Tout le monde le sent bien : la parole, notre parole, va se perdre dans ce dédale ou être détournée comme dans le système actuel. Nous réaffirmons ici, une fois de plus, l'absolue nécessité de ne nous laisser confisquer notre parole par personne. Une fois ces assemblées démocratiques créées dans un maximum d'endroits, elles ouvriront des cahiers de revendications.

Le gouvernement a demandé aux maires de mettre en place des cahiers de doléances dans les mairies. Nous craignons qu'en faisant ainsi nos revendications soient récupérées et arrangées à leur sauce et qu'à la fin elles ne reflètent plus notre diversité. Nous devons impérativement garder la main sur ces moyens d'expression du peuple. Pour cela nous appelons donc à ce qu'ils soient ouverts et tenus par les assemblées populaires. Qu'ils soient établis par le peuple et pour le peuple.

C'est pourquoi de Commercy nous appelons maintenant à une grande réunion nationale des comités populaires locaux. Fort du succès de notre premier appel, nous vous proposons de l'organiser démocratiquement en janvier, ici, à Commercy, avec des délégués de toute la France pour rassembler les cahiers de revendications et les mettre en commun. Nous vous proposons également d'y débattre tous ensemble des suites de notre mouvement. Nous vous proposons enfin de décider d'un mode d'organisation collectif des gilets jaunes, authentiquement démocratique, issu du peuple et respectant les étapes de la délégation.

Ensemble créons l'assemblée des assemblées, la commune des communes, c'est le sens de l'histoire, c'est notre proposition.

Vive le pouvoir au peuple, par le peuple et pour le peuple !

Les Gilets jaunes de Commercy, le 29 décembre 2018.

Gilets jaunes et patronat

Dès le départ, les gilets jaunes se sont mobilisés contre l'injustice fiscale et sociale avec une forte présence de retraités sur les ronds-points. L'arrogance du gouvernement des riches et des technocrates ainsi que l'embrasement sur les réseaux sociaux ont permis à la mayonnaise revendicative de prendre. Les réseaux sociaux ont permis une approche militante d'individu à individu, de groupe à groupe, de ronds-points à ronds-points, ce qui a eu pour effet de bipasser les politiques et leurs courroies de transmission, les syndicats. Même si toutes les sections syndicales ne sont pas inféodées à un parti politique.

L'horizontalité du mouvement des gilets jaunes va favoriser l'activisme des groupes d'extrême droite mais aussi dans une moindre mesure d'extrême gauche. Mais réduire ce mouvement à cela, c'est passer à côté de l'essentiel : une révolte populaire avec des modes d'action inédits et la possibilité de se parler et surtout de parler de ses problèmes. Opposer la France périphérique dite rurale à celle des villes où la pauvreté et le chômage touchent un pourcentage de travailleurs important est de nature à noyer le poisson dans l'eau. La pauvreté en milieu rural ou citadin reste la pauvreté. Les fins de mois difficiles en ville ou à la campagne, c'est du pareil au même. Reste Paris et ses beaux quartiers où se concentre une richesse qui s'exhibe sans fard. D'où la volonté d'aller manifester à Paris. Mais nous aurions pu manifester à Deauville, à Saint-Tropez, à Courchevel…là où les riches se pavanent sans se soucier de ceux qui triment au travail ou rament financièrement.

Le ralliement au gilet jaune, celle d'une France en panne, n'est pas anodin. Celui du prix des carburants non plus. Car le prix des carburants mais aussi la TVA sur tous les produits sont les plus inéquitables pour les gens. Que l'on soit riche ou pauvre, nous payons le même prix un litre d'essence ou un pain alors que nous n'avons pas les mêmes revenus.

Sur le plan économique, la doxa en cours est obsolète et fausse. Indiquer que l'ISF et l'imposition du capital font fuir les riches est un non-sens mais privilégie les capitalistes. Freiner les mouvements de capitaux nuirait à l'investissement: foutaise ! L'expérience nous prouve le contraire et les économistes sont divisés sur le sujet…En attendant, le populisme engrange les mécontentements et surfe sur les peurs de nos concitoyens : peur de tomber dans la précarité pour ceux qui n'y sont pas encore, peur de l'étranger, peur de l'insécurité, peur de ne pas trouver de travail quand on est jeune, peur de ne pas trouver de place en Ehpad quand on vieillit en situation de dépen-

dance, peur d'avoir une retraite amputée et de vieillir dans la misère…

Mais la question des bas salaires et du pouvoir d'achat contrebalance les thématiques de l'extrême droite. La question ouvrière, classe laborieuse, classe dangereuse, remet au goût du jour le refus de la paupérisation et la lutte des classes. D'ailleurs dans les mobilisations, on trouve de tout sur le plan professionnel et beaucoup de protestataires sont issus des classes moyennes et populaires. Le problème qui va se poser, c'est la dénonciation par la base populaire des gilets jaunes, du capitalisme et du patronat car la question sociale ne peut être dissociée de la question patronale et de la question étatique. Le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple est impossible sans l'autogestion (gestion directe) de l'économie et l'élimination du capitalisme! Les locaux du MEDEF n'ont que peu été pris pour cible par les manifestants alors que le patronat est responsable des bas salaires qu'il entend baisser encore et encore. Comme il entend baisser les droits des travailleurs au sein des entreprises. Idem pour l'Etat patron. Tous les patrons s'accordent à dire qu'il ne faut pas augmenter les SMIC, par exemple. Tous les gros patrons soutiennent Macron et se serrent les coudes avec le gouvernement. Ce sont les premiers de cordée avec les politiciens à leurs bottes.

Nous assistons à un dialogue de sourds à tous les étages : quand le gouvernement n'entend pas les syndicats et quand il méprise les gilets jaunes. De là découle une certaine violence qui risque de s'accroître malgré la sévère répression qui touche tous les mouvements sociaux. La justice veut faire des exemples et elle frappe fort. Cela prouve que la peur du pouvoir est bien réelle.

La lettre de Macron, à la mi-janvier 2019, ne convaincra pas et risque d'être renvoyée à son expéditeur, ce qui serait une bonne chose. La politique politicienne est prise pour ce qu'elle est : un jeu de dupes. Ce qui est intéressant aussi dans ce mouvement, c'est que malgré les violences, l'opinion publique ne se retourne pas contre les manifestants. Cette dernière risque cependant de ne plus soutenir ceux-ci si les dérapages antisémites, homophobes… perdurent et que la minorité fasciste prend l'ascendant sur le mouvement, d'où une nécessaire clarification vis-à-vis de certaines prises de position relayées par les médias qui aimeraient tant rendre service au gouvernement en disqualifiant les gilets jaunes. En ne prenant pas ses distances avec les actes et propos racistes, les gilets jaunes se font hara-kiri. Pour autant, pour rester objectifs, les exactions verbales des extrêmes droites ne reflètent pas l'ensemble du mouvement. En attendant ces extrêmes droites décrédibilisent le mouvement des gilets jaunes et elles sont bien aidées par des médias qui focalisent sur les abrutis qui font la quenelle. Dommage qu'on n'ait pas vu d'autres gilets jaunes danser au son de l'accordéon, ce qui aurait donné un air plus Front Populaire. Les libertaires agiront, là où ils sont présents, pour que ces dérives cessent. La marginalisation de l'extrême droite sera salutaire au mouvement sinon, ce sera la fin d'un mouvement qui était prometteur. Espérons qu'il le soit encore et que les appels de Commercy prennent le pas sur la haine distillée à droite et par les faschos. N'oublions pas que le populisme se nourrit sur le terreau de l'injustice sociale et là les macronistes ont une responsabilité bien établie. Le populisme se nourrit aussi de l'impunité financière. Que dire de tous ces montages financiers dévoilés par les « CumEx » révélant le vol de 50 milliards d'euros en 15 ans pour frauder le fisc ou faire de l'optimisation fiscale. Piller ainsi les finances publiques et oublier les responsabilités de la Société Générale, BNP-Paribas, du Crédit Agricole, n'est-ce pas cela qui alimente le mécontentement populaire. Les K-Way noirs ont bien raison de cibler les banques dans leur colère. Il ne suffit pas de s'en prendre à Bercy, au parlement, il faut s'attaquer aux racines du mal : le système capitaliste, basé sur la recherche du plus de profits possible.

Les provocations policières, les provocations racistes, la répression n'ont qu'un but : affaiblir un mouvement populaire loin des sentiers battus qui dure et fait preuve d'imagination et de renouvellement dans ses actions. Chapeau bas car les mobilisations syndicales ne mobilisent plus ou très peu (sauf peut-être pour les retraites, mouvement à venir). Les enseignants, en s'organisant en stylos rouges, ont-ils aussi l'intention de ne plus passer par les syndicats ? Les dernières élections professionnelles dans la Fonction publique font état d'un taux de participation de moins de 50%. Est-ce à dire que les salariés n'attendent plus rien des syndicats ? Cela interroge. D'autant que les grèves des fonctionnaires ne sont pas forcément populaires contrairement au mouvement des gilets jaunes, considérés comme porteurs de l'intérêt général. Le syndicalisme va devoir revoir sa communication lors des prochains conflits sociaux. La CFDT qui a prôné un Grenelle est à côté de la plaque et tente de jouer les jaunes (pas les gilets) pour revenir dans le jeu de la collaboration avec le gouvernement. C'est le premier syndicat en France dorénavant. Incapable de mobiliser dans la rue mais sa représentativité est dans les urnes, un peu comme celle de Macron, sur le plan politique. C'est tout dire. La volonté de récupérer puis mettre sous tutelle le mouvement des gilets jaunes n'aura été que de courte durée car la CFDT ne maîtrise rien, surtout pas les mouvements sociaux. Elle veut juste du grain à moudre pour justifier son existence et ses subventions étatiques.

Quoiqu'il en soit de l'avenir du mouvement des gilets jaunes, nous verrons ce que donnera l'appel de Commercy ; les militants qui interviennent dans les mouvements sociaux ont intérêt de même à ne pas sous-estimer la répression inédite contre les manifestants, car ils risquent d'être les prochaines victimes d'un pouvoir qui n'a plus guère de retenue.

Patoche (Groupe Libertaire Jules Durand- Le Havre)
4 Janvier 2019

Pari perdu pour l'exécutif : la mobilisation des gilets jaunes repart à la hausse

Selon nos informations, de 50000 à 60000 gilets jaunes ont manifesté partout en France, ce qui est nettement moins que le 17 novembre mais beaucoup plus que le 29 décembre, période de fêtes, il est vrai peu propice aux mobilisations sociales. Six mille manifestants à Rouen aujourd'hui, 3000 à Caen, mais seulement 350 au Havre…7000 à Bordeaux, des milliers à Toulouse…Les préfectures remontent les chiffres des manifestants du matin en oubliant que c'est dans l'après-midi que les gens arrivent et sont les plus nombreux…

Les gilets jaunes ne veulent pas être récupérés par les politiques, c'est une bonne chose mais la convergence avec les travailleurs dont ceux des services publics doit s'opérer. De l'argent, il y en a, dans les poches du patronat. On entend certains gilets jaunes dirent qu'il faut prendre aux riches, certes, mais les gros patrons ont aussi de grosses fortunes. Et souvent obtenues de manière peu légale, regardez Carlos Ghosn de Renault !

Les gilets jaunes pensent défendre l'intérêt commun, c'est en partie vrai, mais les instituteurs et les professeurs enseignent aux enfants des gilets jaunes, dans des conditions parfois difficiles et avec peu de moyens; les infirmières soignent toute la population sans distinction et sont comme le secteur des urgences au bout du rouleau ; les pompiers font un travail difficile souvent au péril de leur vie ; les employées de diverses administrations sont à la peine ; les chômeurs sont culpabilisés et fliqués ; les lycéens voient leur avenir bouché et surtout très inéquitable quant à l'orientation; les retraités voient leur retraite non indexée sur le coût de la vie sans compter que pour certains ils sont obligés alimentaires et versent 10 à 15% de leur pension pour payer l'Ehpad de leurs parents ; d'autres personnes âgées font les poubelles pour survivre…Alors Castaner, c'est cela ta société de droit ?

Pouvoir d'achat revu à la hausse de manière conséquente, meilleurs services publics avec du personnel qualifié et mieux rémunéré, avenir pour nos jeunes, des pensions correctes pour tous les retraités, refus de la précarité, fin de vie décente pour nos anciens, voilà ce qui devrait unir tout le monde, du moins ceux qui sont en bas de l'échelle sociale. Car les premiers de cordée se moquent bien de notre sort. Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Alors que le gouvernement et les médias trichent sur les chiffres de la mobilisation d'aujourd'hui, qu'ils occultent la violence et la provocation policières, qu'ils nous veulent soumis à leurs règles de petits bourgeois. Alors que Macron et ses sbires nous font trimer sous la coupe de leurs amis du patronat, qu'ils nous affament en nous taxant à tire larigot, qu'ils nous sous-paient, qu'ils répriment à tout-va, qu'ils baissent nos retraites, qu'ils ne construisent pas suffisamment d'Ehpad et laissent le secteur privé maximiser ses profits sur le dos de nos aînés, qu'ils font rendre gorge aux retraités et certains actifs en leur faisant payer des sommes exorbitantes pour financer l'Ehpad de leurs pères et mères, qu'ils enfouissent des déchets nucléaires pour des centaines d'années au détriment de la sécurité des futures générations, qu'ils utilisent faussement l'écologie pour mieux nous ponctionner, qu'ils accumulent des fortunes, qu'ils rognent nos droits et nos libertés… des dizaines de milliers de personnes descendent dans la rue pour exiger une justice sociale et une justice fiscale. Voilà qui devrait nous souder. Les deux samedis qui viennent seront capitaux pour l'avenir du mouvement social initié par les gilets jaunes. On ne peut rester indifférents à ce mouvement. Nous participerons dans la mesure de nos moyens à la convergence des luttes. Nous resterons cependant vigilants aux dérapages sexistes et racistes et les condamnerons fermement d'où qu'ils viennent…

Micka (GLJD)
5 Janvier 2019

R.I.C.: l'égalité politique est une fiction sans égalité économique et sociale

Les libertaires ne comptent pas diaboliser le Référendum d'initiative citoyenne mais comptent cependant remettre les pendules à l'heure.

Le RIC est un leurre qui prétend concéder du pouvoir aux citoyens et aux citoyennes. Dans les faits, le pouvoir sera donné aux corps constitués et surtout à ceux qui auront de gros moyens financiers. L'outil référendaire sera tout, sauf « démocratique ». On pourrait imaginer que des syndicats combatifs comme la CGT, Solidaires et CNT-SO convoquent un référendum contre n'importe quelle loi votée à l'Assemblée nationale et favorisent ainsi la hausse du Smic, du point d'indice chez les fonctionnaires, la baisse du temps de travail et l'augmentation des droits des travailleurs avec l'interdiction des licenciements ou le retour de l'ISF…. Mais on pourrait voir de l'autre côté des gens de la manif pour tous vouloir l'interdiction de l'avortement, de la parité homme-femme ou remettre en cause les acquis LGBT par exemple. Annuler la loi Taubira, faire comme au Brésil : le bleu pour les garçons, le rose pour les filles…

Les faschos pourraient demander dans un premier temps la peine de mort pour les tueurs d'enfants puis la généralisation de la peine de mort pour tous les condamnés pour assassinat. Et faisons confiance à l'imagination débordante de l'extrême droite pour réduire les droits des immigrés etc.

L'extension des « droits populaires » (et encore, c'est à prouver) serait ainsi contrebalancé par une réaction au niveau de sujets sociétaux.

Que dire des lobbys ? Proposons l'interdiction du nucléaire par exemple. Sérieusement qui pense sincèrement que les milliards dépensés pour faire la pub du nucléaire ne pèseront pas face au bon sens et à la bonne volonté militante. Idem pour les industries de l'armement dont les gros actionnaires possèdent les médias ou y sont très influents…

C'est aussi un leurre gauchiste de considérer que le salariat serait avant-gardiste. S'il représente le nombre, ce nombre pourrait être tardigrade sur bon nombre de sujets.

D'ailleurs, de plus en plus de salariés se méfient des syndicats. Huit pour cent de salariés sont syndiqués en France et si l'on enlève la Fonction publique et les grosses entreprises du secteur privé, le taux de syndicalisation avoisine le 0%. Les élections pour les TPE ont fait un flop. Les dernières élections professionnelles dans la Fonction publique ont vu un taux de participation d'à peine 50% malgré le nombre de syndicats présents pour cette joute électorale. Et bon nombre de personnes qui votent le font dans un esprit corporatiste. Compter sur les syndicats pour peser sur les RIC, les initier…on est dubitatif quant aux résultats.

Par contre, on connaît la capacité de nuisance de l'extrême droite sur les réseaux sociaux et les moyens financiers dont ils disposent.

Le R.I.C. ne sera au mieux qu'un pansement sur une jambe de bois. Et comme disait Francis Blanche, il vaut mieux penser le changement que changer le pansement.

Etre anticapitaliste et libertaire, c'est se battre pour la socialisation de l'économie, s'approprier les moyens de production, combattre les lois du marché, la sacro-sainte propriété privée… Et prôner le communiste libertaire, c'est-à-dire un communisme libre et non sous l'égide d'une quelconque dictature, fut-elle du prolétariat. C'est pour cela que nous sommes anarchistes individualistes sur le plan de la philosophie, anarcho-syndicalistes sur le plan de l'organisation et communistes libertaires dans nos buts. Vive la Commune !
7Janvier 2019

Continuez comme cela, Monsieur Macron

Vous avez été alerté de la situation sociale depuis le mois de mai 2017 par certains gilets jaunes. Un grand silence répondit. Le 17 novembre, la mobilisation des gilets jaunes est forte : plus de 300 000 manifestants en France. Mais à toujours vouloir garder le cap, vous avez tardé à parler et vous avez répondu à la marge aux attentes des gilets jaunes. Après avoir attaqué les retraités, vous les avez une nouvelle fois roulés dans la farine en continuant de désindexer les retraites de l'inflation. Vous avez fait un geste pour la CSG des petites retraites, c'est-à-dire qu'après les mobilisations, nous n'avez même pas accepté de revenir au système qui prévalait avant votre élection. C'est une erreur politique majeure que de s'attaquer aux retraités et vous allez le payer au prix fort.

Autre erreur politique, vous choisissez d'utiliser les forces répressives de l'Etat pour provoquer et frapper durement les manifestants. Bilan : des centaines de blessés ou de mutilés et des milliers d'arrestations. Vous n'avez rien à envier aux gouvernements autoritaires à qui vous donnez tant de leçons de démocratie. Et vous allez légiférer pour porter atteinte au droit de manifester. Votre police fiche les militants et compte ficher maintenant tous les manifestants. Vous allez frapper au porte-monnaie ceux et celles qui ne déclarent pas les manifestations en préfecture. Vous ne valez guère mieux que Madame Le Pen.

Mais les Français ne sont pas idiots. Ils voient bien que les médias à vos ordres surexposent les quelques violences de manifestants contre la police mais on ne voit que rarement les personnes mutilées grâce à vos flash-Ball. On voit par ailleurs un motard sortir son pistolet mais on ne voit pas celui-ci accompagné de deux de ses collègues qui balancent juste avant des grenades de désencerclement contre des manifestants pacifiques. Quand on est provoqué, gazé, frappé à chaque manifestation, il ne faut pas s'étonner de la réaction épidermique de certains manifestants.

Vous comptez par ce biais manipuler l'opinion publique pour la retourner à votre avantage. Vos résultats économiques ne sont pas là ! Malgré vos promesses électorales. Vous êtes finalement aussi incompétent que vos prédécesseurs socialistes ou de droite. Depuis Jacques Chirac qui affirmait résoudre le problème de la fracture sociale, rien ne s'est passé et à chaque nouveau président les Français se sont retrouvés dans l'engrenage de la pression fiscale sauf qu'avec vous, les nantis s'en sortent toujours mieux et les petits trinquent.

Plus vous réprimez, plus vous révoltez les gens. Votre police a humilié les lycéens de Mantes-la-Jolie, votre police tire si bien sur la corde qu'elle va se rompre. Finalement, vous formez les futurs révolutionnaires de demain et nous vous disons : continuez comme cela, Monsieur Macron…

Le capitalisme, tout comme le capitalisme d'Etat de feu l'URSS, est fondé sur l'inégalité entre ceux qui en profitent et ceux qui triment ou qui chôment pour remplir les poches des patrons, des actionnaires et de leurs larbins.

Les politiciens de droite et de gauche qui alternent depuis des dizaines d'années n'ont pour but que d'adapter les lois pour que les profits de quelques- uns augmentent prodigieusement en maintenant dans la misère ou le juste-survivre, le plus grand nombre. Les capitalistes préfèrent donc taxer les plus nombreux, les plus pauvres, pour que la caste des profiteurs s'en mettent plein les poches.

On ne peut pas négocier avec le pouvoir tant que les travailleurs n'ont pas de rapports de force en leur faveur. Les exemples du Front Populaire, de Mai 68…sont là pour corroborer nos dires. Mais en allant plus en avant, nous savons très bien que tant qu'on ne changera pas de système, les riches seront plus riches et les pauvres plus pauvres. On peut améliorer le système quand on dispose d'un rapport de force mais on sait que le patronat aidé de l'Etat, son bras armé, essaiera dans les années qui suivent de récupérer ce qu'ils ont lâché sous la contrainte. Si l'on veut changer le système, il faudra aller plus loin que le rapport de force traditionnel pour échafauder un autre futur, dans la liberté.

En attendant, la seule réponse à ceux et celles qui luttent contre les reculs sociaux (retraites, lois travail, etc.), la casse des services publics ou l'augmentation des taxes en tous genres, c'est le passage en force, le gazage, le matraquage et pour ceux qui se font prendre, la prison. Les caméras vidéos surveillance de Big Brother sont davantage présentes pour arrêter ceux qui se rebellent contre la police que pour la protection du citoyen lambda.

Lacrymo et Flash-Ball sont les deux mamelles du gouvernement. D'ailleurs Edouard Philippe n'a rien à envier aux staliniens qui prétendaient faire le bonheur du peuple malgré lui. En théorie, il est là pour réparer la France… De fait, il est là pour la matraquer et sucer le monde du travail jusqu'à la moelle.

Ils ne veulent rien lâcher, le profit c'est leur mantra.

L'aggravation des inégalités sociales et économiques est devenue insupportable et les fins de mois difficiles ont fait exploser la colère, une colère contenue depuis de nombreuses années.

Le rejet des « politiques » et des syndicats qui sont tenus pour responsables de la situation actuelle est une des caractéristiques fortes du mouvement des gilets jaunes. Quoique le rapprochement avec les syndiqués de base s'effectuera ; c'est un mariage de raison obligatoire si l'on veut gagner et être plus nombreux.

Partis politiques mais aussi citoyens qui délèguent, élection après élection, la gestion de la société aux « zélus » portent aussi leur part de responsabilité dans l'état actuel de la situation sociale: en se cantonnant à réclamer aux politiciens un service qui réponde mieux à leurs attentes, en déléguant leur pouvoir, ils se condamnent à rester des sujets impuissants et manipulés.

Dans de nombreux pays d'Europe et dans le monde, l'extrême-droite exulte et ses leaders se présentent comme des médiums et des sauveurs alors qu'ils ne sont que des gardiens encore plus féroces du capital. L'extrême droite qui manipule les réseaux sociaux est un dangereux leurre pour nos libertés et nos acquis. Les libertaires désirent que les gens prennent leurs affaires en main et sont contre la délégation de pouvoir. C'est à chacun de se bouger, de réclamer et faire des propositions.

Il n'y a rien à espérer de la part des politiciens de gauche, de droite et d'extrême droite. Ils nous font la morale et nous rendent responsables du marasme dans lequel on se trouve, aidé en cela par les patrons, les banquiers et les technos complètement déconnectés du réel des gens.

Alors, la Révolution, oui, plutôt que la résignation. Mais une Révolution pour un meilleur bien-être pour tous et toutes, et la liberté.

Patoche (Groupe libertaire Jules Durand)
8 Janvier 2019

NON aux propositions liberticides du gouvernement Philippe!

Plutôt que d'annoncer une loi anti-casse sociale, le gouvernement d'Edouard Philippe veut nous pondre une loi liberticide anti-casseurs.

Macron veut finalement s'appuyer sur la proposition de loi déposée par Bruno Retailleau (L.R.) le 14 juin 2018 et adoptée au Sénat, le 23 octobre dernier. Comme quoi, nous avons des politiciens qui travaillent contre nos libertés. Comme quoi aussi, les textes pondus pour lutter contre le terrorisme s'appliqueront contre les citoyens… Mais on connaît la musique de lois votées en catimini ou qui restent lettre-morte quelques années et qui ressurgissent au moment opportun pour le pouvoir.

Le texte de Retailleau prévoit la possibilité d'interdire de manifestation toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons de penser que son comportement constitue une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public. Avec des raisons de penser que…, c'est la porte ouverte à tous les abus de la police. La police pourra même interdire de manifestation les personnes qui sont en relation de manière régulière avec des individus incitant, facilitant ou participant à la commission de ces mêmes faits (infractions lors de manifestations précédentes…). En clair, vous militez et connaissez des militants qui ont commis un acte délictueux au regard de la justice et on peut vous interdire de manifester. On va bientôt se retrouver parquer dans des stades. Pinochet a fait des émules. La droite LR qui a paru soutenir les gilets jaunes au départ du mouvement va finalement se ranger derrière Macron pour maintenir l'ordre républicain, celui qui permet aux riches de devenir encore plus riches et aux pauvres de s'appauvrir toujours et encore. Leur République, c'est la République qui reproduit ses élites par esprit de caste. Notre République, c'est la République sociale et universelle. Ces deux républiques sont irréconciliables.

Les interdictions de manifester, c'est la prolongation de l'Etat d'urgence de 2017. Rien ne se perd chez Macron-Philippe. Les mesures d'exceptions peuvent se retourner finalement contre tout citoyen !

Pour toucher au porte-monnaie les manifestants qui oseraient se rebeller contre les forces de l'ordre, Edouard Philippe veut introduire dans le droit, la responsabilité collective. Si de plus, la manifestation n'a pas été déclarée, ce sera bingo pour les finances de l'Etat : casseur-payeur pour tous ceux qui se trouvent à proximité d'une rixe ou qui participent à une manifestation non déclarée et où se déroulent des dégradations. Vous pouvez n'y être pour rien, votre présence suffira à être condamné. De fait la liberté de manifester est menacée.

Les leaders de tout mouvement social seront sanctionnés pour toute manifestation non déclarée…

Macron, Griveaux, Castaner, Philippe et leur clan espèrent que l'opinion publique se désolidarisera des gilets jaunes. Rien n'est moins sûr car en tapant sur les retraités et les lycéens, ce sont la plupart des familles qui sont touchées par la politique anti-sociale du gouvernement. La réponse sécuritaire de Philippe est un aveu de faiblesse et de manque de légitimité. Le mouvement des gilets jaunes n'est pas terminé et laissera des traces, nous y reviendrons. La seule sortie de crise possible, c'est de céder sur la CSG des retraités, l'indexation des retraites sur l'inflation, la hausse du Smic, la hausse généralisée des salaires et minima sociaux. Cela passe aussi par la réintroduction de l'ISF et la fin du CICE.

Les milliers de gardes à vue depuis le mouvement des gilets jaunes ne peuvent être une réponse. L'envoi de l'armée demandée par l'imbécile de Luc Ferry, ancien ministre de l'Education Nationale, non plus pour qui réfléchit un peu.

L'atteinte programmée à nous droits fondamentaux, nos droits individuels de manifester doit être condamnée par un maximum de gens. Gageons que l'intervention d'Edouard Philippe, le 7 janvier 2019, comme celle de Macron, le 31 décembre 2018, sera inopérante et que les manifestants vont reprendre du poil de la bête. Espérons que la convergence des luttes s'effectuera enfin. Sinon, le mouvement social risque de se retrouver avec une sacrée gueule de bois. N'oublions pas que l'extrême droite est aux aguets et en embuscade. La police dont une fraction importante est sympathisante des frontistes, se fait déjà la main sur le peuple…

9 Janvier 2019

Gilets jaunes et anarchistes

Les Gilets jaunes sont-ils des anarchistes ?

Par Charles Macdonald

un grand nombre d'opinions ont été émises par les politologues, sociologues, historiens et autres sur la nature du mouvement des Gilets Jaunes (GJ). Ce mouvement déconcerte. On ne trouve pas le modèle qui le définirait le mieux. Jacquerie, Mai 68, résurgence des grandes grèves du passé, Nuits Debout, Prise de la Bastille ? Les -ismes (poujadisme, nationalisme, extrémisme de droite ou de gauche, réformisme, fascisme, antifascisme) ne conviennent pas vraiment. Il y a un déficit de vocabulaire. Les intellectuels s'affairent. Mais, dans cette fébrilité conceptuelle, un mot n'est presque jamais prononcé, celui d'anarchisme. Pourquoi ?

A-t-on oublié que le terme « anarchie » signifie simplement « sans chef » ? Les GJ sont-ils sans chefs ? Incontestablement. Des représentants ou porte-parole plus ou moins auto-désignés sont apparus, pour disparaître aussitôt. Les GJ sont-ils encadrés par des partis ou des syndicats ? Evidemment non. Reçoivent-ils des ordres d'une autorité supérieure ? Aucunement. Ils sont donc anarchistes au sens étymologique, simple, primaire du terme. Pourquoi ne pas prononcer ce mot ? Pour des raisons évidentes. Les anarchistes, dans la pensée politique et académique ambiante signifie « casseurs », « voyous » « nihilistes ». Anarchisme signifie, pour la quasi-totalité de nos intellectuels dument formatés, chaos et destruction. Ce sens n'est pas le bon.
Et pourtant l'anarchie et l'anarchisme sont des constantes de l'histoire et de l'évolution humaine. Elle peut apparaître sous différentes formes, spontanée, non idéologique (anarchie) ou idéologique, doctrinaire, organisée (anarchisme) mais elle a toujours deux aspects fondamentaux. Le premier, déjà indiqué par son nom, est le refus du pouvoir et de l'institution qui l'incarne suprêmement, l'Etat. L'autre est celui de la création de communautés fondées sur l'entraide, la coopération, l'équivalence radicale de sujets concrets. Or n'est-ce pas exactement ce que l'on observe chez une partie au moins des GJ ? Ces ronds-points qui voient se dresser des cabanes, où l'on se parle, où des individus qui ne connaissaient pas se trouvent et s'accordent, où des commerçants apportent du pain et des croissants, où l'on boit du café dans une ambiance de camaraderie, autour de feux, dans le froid, où finalement l'on retrouve ce grand festin de l'humanité qui est de se retrouver dans la convivialité heureuse. Après, il faut s'organiser, et alors commence un long processus qui transforme l'anarchisme spontané et viscéral en un combat pour le pouvoir où il risque de se perdre.

Les GJ ont surgi de l'indifférenciation, de leur condition

d'inférieurs, de leur statut de sujets abstraits et invisibles du tout social. Ils sont devenus des sujets concrets, vivants, et non plus des numéros, des catégories statistiques. Ils ne proposent pas d'abord de slogan politique, de dispositif économique, de mesure administrative. Ils disent : je suis pauvre, je suis humilié. Ils racontent leur histoire. Ils sont devant les caméras des personnes à part entière. Ils parlent à la première personne et disent au grand chef : dégage ! Ils protestent contre l'aliénation dont ils sont victimes. Celle du pouvoir, celle de l'existence. Ils sont, en tout cela, sinon anarchistes, en tout cas « anarches », même s'ils sont aussi beaucoup d'autres choses.

En tout état de cause les GJ veulent plus d'égalité, produisent de la fraternité et rejettent les hiérarchies. Même s'ils sont loin pour une grande part des idées libertaires ou des programmes anarchistes, même s'ils ne se réclament pas de Bakounine, de Proudhon ou de Bookchin, ils appartiennent à la grande mouvance humaine pour laquelle les termes d'anarchie et d'anarchisme doivent être utilisés.

Charles Macdonald est directeur de recherche honoraire en anthropologie au CNRS et auteur notamment de L'ordre contre l'Harmonie. Anthropologie de l'anarchie (Paris, Editions Petra, 2018, https://www.editionspetra.fr/livres/lordre-contre-lharmonie-anthropologie-de-la-anarchie).

Pour une égalité économique et sociale

La révolution [française] de 1793, quoi qu'on en dise, n'était ni socialiste, ni matérialiste, ou, pour me servir de l'expression prétentieuse de M. Gambetta, elle n'était pas du tout positiviste. Elle fut essentiellement bourgeoise, jacobine, métaphysique, politique et idéaliste. Généreuse et infiniment large dans ses aspirations, elle avait voulu une chose impossible : l'établissement d'une égalité idéale, au sein même de l'inégalité matérielle. En conservant, comme des bases sacrées, toutes les conditions de l'inégalité économique, elle avait cru pouvoir réunir et envelopper tous les hommes dans un immense sentiment d'égalité fraternelle, humaine, intellectuelle, morale, politique et sociale. Ce fut son rêve, sa religion manifestés par l'enthousiasme et par les actes grandiosement héroïques de ses meilleurs, de ses plus grands représentants. Mais la réalisation de ce rêve était impossible, parce qu'elle était contraire à toutes les lois naturelles et sociales.

Elle avait proclamé la liberté de chacun et de tous, ou plutôt elle avait proclamé le droit d'être libre pour chacun et pour tous. Mais elle n'avait donné réellement les moyens de réaliser cette liberté et d'en jouir qu'aux propriétaires, aux capitalistes, aux riches.

Liberté, Égalité, Fraternité. Mais quelle égalité ? L'égalité devant la loi, l'égalité des droits politiques, l'égalité des citoyens, non celle des hommes, parce que l'État ne reconnaît point les hommes, il ne connaît que les citoyens. Pour lui, l'homme n'existe qu'en tant qu'il exerce, ou que par une pure fiction, il est censé exercer les droits politiques. L'homme qui est écrasé par le travail forcé, par la misère, par la faim, l'homme qui est socialement opprimé, économiquement exploité, écrasé, et qui souffre, n'existe point pour l'État qui ignore ses souffrances et son esclavage économique et social, sa servitude réelle qui se cache sous les apparences d'une liberté politique mensongère. C'est donc l'égalité politique, non l'égalité sociale.

Tant qu'il n'y aura point d'égalité économique et sociale l'égalité politique sera un mensonge.

Voilà ce que les plus grands héros de la Révolution de 1793, ni Danton, ni Robespierre, ni Saint-Just, n'avaient point compris. Ils ne voulaient que la liberté et l'égalité politiques, non économiques et sociales. Et c'est pourquoi la liberté et l'égalité fondées par eux ont constitué et assis sur des bases nouvelles la domination des bourgeois sur le peuple.

Ils ont cru masquer cette contradiction en mettant comme troisième terme de leur formule révolutionnaire la Fraternité. Ce fut encore un mensonge ! Je vous demande si la fraternité est possible entre les exploiteurs et les exploités, entre les oppresseurs et les opprimés ? Comment ! Je vous ferai suer et souffrir pendant tout un jour, et le soir, quand j'aurai recueilli le fruit de vos souffrances et de votre sueur, en ne vous en laissant qu'une toute petite partie afin que vous puissiez vivre, c'est-à-dire de nouveau suer et souffrir à mon profit encore demain ; le soir, je vous dirai : Embrassons-nous, nous sommes des frères !

Telle est la fraternité de la Révolution bourgeoise.

Michel Bakounine

Pour une Révolution sociale et libertaire

Le 17 novembre, 300 000 personnes manifestaient contre l'augmentation des taxes et impôts (CSG pour les retraités…) et depuis, des dizaines de milliers de personnes protestent lors d'actions variées en revêtant un gilet jaune. Les revendications sont aujourd'hui très diverses mais leur point commun c'est qu'elles expriment clairement une colère contre l'exploitation capitaliste et le mépris de ce gouvernement des riches incarné par Macron. Pendant plus d'un mois, des ronds-points ont été occupés quotidiennement et ont servi de leu de solidarité et d'échanges; dans certaines communes, des exigences de démocratie directe s'affirment comme à Saint-Nazaire, Caen, Paris (18è), Commercy dont le journal le libertaire a relayé les appels…

Il est vital pour la suite du mouvement que l'ensemble des travailleurs, les retraités, les chômeurs, les étudiants se mobilisent pour exiger une hausse des salaires et des minimas sociaux. Le pouvoir d'achat doit augmenter !

Notre pays est l'un des plus riches du monde, il a les moyens de répondre à nos exigences de justice sociale contrairement à ce qu'affirment les politiciens et la plupart des journalistes, faiseurs d'opinion et au service du système en place dont les élites y compris à l'extrême droite ne veulent surtout pas sortir car elles en tirent profit. L'opulence éclatante des plus riches et le gaspillage éhonté des moyens (armement nucléaire comme conventionnel, salaires mirobolants des hauts fonctionnaires comme Madame Jouanno, grands travaux inutiles, voyages dispendieux de nos dirigeants, piscine de Brégançon, vaisselle de l'Elysée…) sont présents dans nos esprits et démontrent nos dires. Sans compter les prévarications de politiciens, les affaires, les pots-de-vin…qui entachent cette République de bourgeois.

D'autres solutions sont possibles pour sortir du cercle de la pauvreté et du survivre pour les travailleurs qui en ont assez d'être essoré financièrement. Pour cela, il faut sortir du capitalisme, système de profiteurs et envisager d'autres orientations économiques, environnementales, sociales et culturelles.

Nous ne pouvons compter sur aucun politicien pour accompagner ce changement. Nous devons toutes et tous reprendre en main nos vies, en refusant la délégation de pouvoir, en autogérant la société par la gestion directe des entreprises et des services publics.

Les gilets jaunes ne sont pas les seuls à demander dans l'immédiat la hausse du SMIC, l'augmentation conséquente des salaires (y compris socialisés) et le retour de l'ISF. Les anarcho-syndicalistes aussi; ils exigent en plus, l'arrêt de l'entreprise de démantèlement de la protection sociale en cours et la sécurisation économique de l'ensemble des travailleurs, et aussi la taxation du capital.

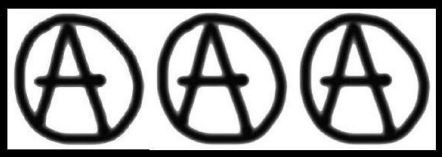
Nous participons dans la mesure de nos forces et convictions aux manifestations organisées en toute indépendance par les gilets jaunes. Les gilets jaunes n'ont rien à craindre des libertaires car nous ne nous présentons pas aux élections législatives, européennes… Donc, rien à récupérer contrairement à d'autres politiciens qui caressent le mouvement dans le sens du poil pour mieux l'encadrer puis l'étouffer.

Les répressions policière et judiciaire doivent cesser. Nous demandons l'interdiction immédiate des Flash-Ball qui mutilent les manifestants et pourraient les tuer. Castaner essaie de faire peur aux gens en leur disant que s'ils manifestent, ils se rendent complices des violences. Faux, archi-faux. Les violences sont orchestrées par le pouvoir pour discréditer le mouvement. Et puis la première des violences, c'est la violence sociale et Castaner en est objectivement complice. Le chômage de masse : violence sociale. Précarité : violence sociale. Bas salaires : violence sociale. Sans logements : violence sociale. Sans papiers : violence sociale. Ne plus pouvoir se soigner : violence sociale. Manque de places dans les Ehpad : violence sociale. Manque de personnel dans les services hospitaliers : violence sociale….et la liste des violences est longue. La police, chien de garde du capital et de l'Etat, réprime ; mais jusqu'à quand ?

La société autogérée que nous appelons de nos vœux sera longue à construire. Il faudra que chacun s'y mette et ce ne sera pas facile. Répartition des richesses, cela ne sera pas difficile mais produire pour la collectivité, chercher les sources d'approvisionnement, répartir la production…cela nécessitera des efforts et des connaissances. La Révolution, ça se prépare.

Micka (GLJD) 12 Janvier 2019

Autogestion Anarchiste en Actes,



Les triples A qu'aucune

Agence de notation ne pourra

jamais dégrader!

Gilets jaunes Le Havre: Travaillons ensemble sur ce qui nous rassemble.

La force de notre mouvement des gilets jaunes, (bien que certains ne mettent pas de chasuble et c'est aussi bien), c'est son auto-organisation, c'est son autonomie. Il a échappé au contrôle habituel qu'exercent les bureaucraties syndicales et politiques sur les mouvements sociaux depuis des décennies. De ce fait, il s'aventure davantage sur le terrain du rapport de force et de l'action directe délaissé par les responsables politiques et les dirigeants syndicaux qui n'ont eu de cesse depuis bien trop longtemps, de nous balader de manifs traîne-savates en manifs ballons et de maintenir cloisonnés les secteurs professionnels les plus combattifs en lutte. Nous avons le plus souvent fait preuve, de ronds-points en manifs, et de manifs en blocage, d'une réelle solidarité et d'imagination. Combinant sans hiérarchisation les tactiques de lutte et en les variant, nous avons su taper le pouvoir au seul endroit qui lui fait mal : le porte-monnaie. Mouvement peu lisible pour le pouvoir, nous lui avons fait davantage peur que la plupart des mouvements traditionnels. C'est pour cela qu'il a lâché quelques miettes.

L'urgence c'est de retrouver une force collective supérieure à même de pousser le pouvoir à lâcher encore davantage. Pour taper au porte-monnaie et gagner en disponibilité, il serait souhaitable de généraliser la grève. La grève reste le moyen le plus efficace pour bloquer l'économie. Mais ne nous trompons pas, les directions syndicales ne nous seront d'aucune aide. Il faudra certainement redonner vie à des coordinations puisque les syndicats manquent de crédibilité et d'adhérents. Nous pourrions utiliser le biais du boycottage en ne consommant plus deux ou trois produits phares ; nous aurions un poids énorme.

En attendant, nous n'avons d'autre perspective que de nous organiser par nous-mêmes et pour nous-mêmes et d'étendre la révolte. Vers les entreprises, les lycées, les facs, les services publics, les chômeurs, les retraités… .C'est tous ensemble qu'il faut lutter. Pour gagner.

C'est super que des assemblées s'ouvrent, et permettent de se défaire d'une démocratie sclérosée, loin des militants professionnels. Les Assemblées ne doivent pas, pour nous, être le lieu d'une quelconque hégémonie politique, mais un espace d'échange, de coordination, d'entraide et de solidarité. Le lieu où s'expérimente plus qu'une souveraineté, une liberté retrouvée. Elles peuvent permettre de combiner des tactiques de lutte, de forger des moyens de se coordonner qui échappent à la vigilance policière, d'éviter qu'émergent des leaders autoproclamés ou accidentels. Les Assemblées ne sont pas Tout. Elles ne doivent pas museler la spontanéité de nos luttes.

Le travail en groupe affinitaire, entre gens sur les mêmes bases, ou entre gens sur un rond-point, les actions spontanées peuvent être parfois bien plus efficaces que de gros rassemblements. Et les manifs sauvages sont parfois bien plus perturbantes pour le pouvoir que celles que nous passons des semaines à préparer. Il ne faut pas fétichiser la forme pour la forme. Par contre ce que nous portons, nous n'entendons pas le porter au nom du Peuple, d'une classe ou des dominé-e-s, mais en notre propre nom. Ras-le-bol des gens qui parlent au nom du Peuple alors qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes.

Dans ce mouvement, nous faisons l'expérience que nous pourrions nous organiser au niveau local sans représentant-e-s, ni patron-ne-s, sans Etat. Juste avec des porte-paroles mandatés et révocables à tout moment par nos assemblées populaires. Au niveau de nos quartiers, de nos communes, de nos boîtes, nous pourrions par et pour nous-mêmes organiser nos vies, dominer une économie qui nous domine toujours davantage. Nous ne nous faisons pas d'illusions. Nous savons que ces aspirations « révolutionnaires » n'ont guère de chance de trouver de débouchés dès aujourd'hui, mais ce que nous vivons en commun, aujourd'hui, permettra peut-être qu'Etat et capital nous lâchent davantage de pognon et de droits et que se tissent des complicités, que s'aiguisent des résistances et des manières de lutter. C'est un autre futur que nous préparons pour une égalité économique et sociale.

Si le gouvernement des riches est aujourd'hui déstabilisé comme jamais, il n'a pas encore cédé sur l'essentiel et s'enfonce dans le déni et le délire répressif. Il prétend comprendre la colère mais accélère sa politique de régression

sociale et de paupérisation des classes moyennes.

Au-delà des manifestations de gilets jaunes, au-delà de la grève qui sera nécessaire, il faut faire peser le rapport de force sur les entreprises et leurs actionnaires !

Ce sont eux qui tirent profit de la casse de nos droits organisée par les différents gouvernements successifs, de gauche comme de droite, aggravée avec les dernières « lois Travail ». Ce sont eux que nous subventionnons à nos frais depuis des années, que nous engraissons par notre travail car c'est nous qui produisons les richesses. Ce sont donc eux qui captent la plupart des richesses que nous créons : les profits des boites du CAC 40 reviennent 15 fois plus aux actionnaires qu'aux salariés (encore 57,4 milliards d'euros de dividendes reversés en 2018).

Il est temps que les richesses générées par les travailleurs et les travailleuses leur reviennent !

Aujourd'hui nos libertés sont menacées ! Le niveau de violence orchestré par l'état est sans précédent dans l'histoire récente avec des centaines de blessés (plus de 1700 !) et des milliers d'arrestations. Pire, le gouvernement prévoit encore d'autres mesures répressives destinées à nous empêcher de manifester et de revendiquer librement.

Il est important de se battre et de se mobiliser encore davantage pour aller vers une société égalitaire, fraternelle, écologiste et autogestionnaire ! Ensemble faisons émerger un véritable projet de société en rupture avec les valeurs et les voleurs capitalistes. Ce n'est pas le débat prévu par Macron qui nous y aidera. Macron ne veut pas entendre parler de la suppression de l'ISF ni des aides accordées au patronat. Il pose des questions fermées et définit les thèmes abordés. Nous y reviendrons plus tard.

14 Janvier 2019

R.I.B. not R.I.C.

La proposition d'instaurer un Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) a le mérite de se présenter comme une rupture avec la démocratie représentative, avec ces élections pièges à con. Mais l'instauration du RIC n'est qu'une fausse alternative à l'élection et la délégation de pouvoir, une illusion de démocratie directe. Le R.I.C. n'est pas magique. RIC ou pas RIC, il nous faudra toujours lutter contre les dirigeants et les exploiteurs pour arracher de quoi vivre mieux, pour pouvoir mettre à mal le système capitaliste et vivre autrement, avoir davantage de bien-être et de liberté.

Ce qui fait que le RIC marche, c'est qu'il s'appuie sur une défiance légitime envers les politiciens. Mais ce qui fait que nous sommes en position de force pour les pousser à dégager ou au moins infléchir leur volonté de nous plumer , pour en finir avec les conditions d'existence pourries qu'on subit, c'est notre présence sur les ronds- points, sur le terrain de la lutte, dans les manifestations de rue ou sur les autoroutes, aux abords des centres commerciaux, des plateformes logistiques… C'est ici et là qu'il s'agit de s'organiser pour se faire entendre, en organisant par exemple des assemblées sur les ronds- points et en bloquant certains pans de l'économie.

Parce que le RIC, s'il est mis en place, sera supervisé par des constitutionnalistes et des juristes qui ont des intérêts communs avec les mêmes politiciens et politiciennes qu'il cherche à contourner. Parce que ce sont ces juristes qui, en toute complicité avec le pouvoir politique, formuleront les questions, imprimeront le rythme de la campagne, détermineront les modalités de ce référendum et la validité des questions posées.

De toute façon, le recours au référendum poserait un autre problème de taille, celui de l'inégalité des campagnes. En effet, non seulement l'Etat, mais également les Partis et les organisations, bénéficieraient de moyens colossaux pour faire campagne sur les médias traditionnels et les réseaux sociaux. En effet qui a les moyens de faire des campagnes électorales? De se payer des affiches, des spots publicitaires… A une époque où l'argent n'a jamais été aussi important dans le processus de réunions des suffrages, où ce sont des milliardaires qui gagnent les élections (Trump…), qui peut croire qu'une campagne électorale est le lieu où les travailleurs et les chômeurs vont se faire entendre? Et on ne parle pas des abstentionnistes…

S'aventurer sur le terrain électoral, même par voie référendaire, c'est s'aventurer en terre hostile. Depuis deux mois, sur les ronds- points, dans les blocages, dans les actions, dans les assemblées, ce que nous expérimentons de nouveau, c'est la reprise en main de nos luttes, directement, sans intermédiaire. Ce que nous vivons se partage, se discute, s'engueule et se heurte parfois, mais se vit et s'éprouve réellement et collectivement. Le recours au référendum c'est le retour à l'isolement de l'isoloir. Isolés, comme dans un isoloir, chacun chez soi, on est faible. C'est ensemble qu'on est fort, dans le mouvement.

Le gouvernement souhaite créer des débats autour de problèmes de société pour mieux taire et faire oublier sa volonté de faire passer ses réformes en manipulant l'opinion par de pseudo-sondages et via les médias à son service. Quand il s'agit de ce qui compte vraiment pour nous, nos conditions sociales, de vie, de travail, de pouvoir d'achat et donc qui met en question les profits des riches capitalistes, alors plus question de laisser passer et d'en parler! Il suffit de regarder les sujets proposés pour le « grand débat » voulu par Macron et son gouvernement croupion. C'est qu'au final, on est en plein dans la politique politicienne avec ces dispositifs. Et que ce n'est pas notre domaine. C'est logique, qui d'autres que les politicards ont intérêt à nous dire que la solution est dans les urnes, alors que nous sommes de plus en plus nombreux à nous abstenir, et avec raison!

En France, l'expérience du référendum de 2005 sur la constitution européenne devrait nous alerter. Il a fini par démontrer comment l'Etat et le capital, ainsi que les technocrates qui les animent, conçoivent la question référendaire. Si le résultat est positif, il légitime des prises de décision déjà établies ou peu menaçantes, et s'il est négatif, on n'en tient pas compte. Quand l'Etat et le patronat ne peuvent passer par la porte, ils passent par la fenêtre. Il y a effraction démocratique mais ça s'arrête là.

La boussole des libertaires est claire: refusons tout ce qui affaiblit le mouvement. Aujourd'hui ce sont souvent les mêmes qui proposent le RIC et qui veulent en finir avec les occupations de toutes sortes. C'est que derrière ces propositions, il y a des courants politiques qui agissent en sous- marins dans le mouvement, pour en prendre la direction. Les élections européennes dévoileront la perfidie de certains gilets jaunes qui roulent pour des politiciens. Ne laissons personne récupérer cette révolte sociale. Ce qui nous unit, c'est de vouloir augmenter le pouvoir d'achat des retraités, des salariés, des chômeurs ; on se bat d'abord pour cela. D'accord pour fournir notre R.I.B. pour qu'il y ait davantage d'argent sur nos comptes. Le R.I.C. passera après. De toutes façons, nous, on ne ferme pas notre gueule et on ne vote pas.

Jean Le Gall (Groupe libertaire Jules Durand)
15 Janvier 2019

Texte de Michel Onfray

Si nous ne partageons pas son analyse sur le R.I.C., nous nous retrouvons d'accord sur bon nombre de points. Bonne lecture:

Quelle que soit son issue, le mouvement des gilets-jaunes aura au moins eu un mérite: mettre à nu les rouages de ce régime corrompu jusqu'à la moelle depuis que les politiciens de tous bords, « gaullistes » compris, ont décidé de déconstruire ce qui fut le contrat social de la Cinquième République. A force de modifications, de changements, d'altérations, de rectifications, de retouches, ni l'esprit ni la lettre de cette constitution ne sont plus respectés. Nous vivons depuis des années avec une règle du jeu édictée par des faussaires ayant pour nom: Mitterrand et Chirac, Sarkozy et Hollande.
Les logiciens connaissent bien l'argument du bateau de Thésée rapporté par Plutarque: pendant des siècles, on a gardé respectueusement la barque de Thésée, qui avait combattu le Minotaure. Régulièrement, les Athéniens changeaient les planches qui s'abîmaient. Un jour, il n'y eut plus une seule planche d'origine. Certains dirent alors que ça n'était plus son bateau; d'autres affirmaient au contraire que si; pendant que d'autres encore débattaient pour savoir avec quelle planche, la première rajoutée, la dernière enlevée, ou bien celle après laquelle les planches d'origine ont cessé d'être majoritaires, le bateau de Thésée n'a plus été le bateau de Thésée.

Vingt-quatre lois ont modifié la constitution de 1958 jusqu'à ce jour! Sur les 92 articles de départ, il n'en reste plus que 30 d'origine! Elle est donc morte depuis longtemps… On fait semblant de la révérer, or elle est piétinée régulièrement par la classe politique dans l'intérêt de ses opérations de basse police, droite et gauche confondues. Qui peut bien imaginer que la cohabitation et le quinquennat puissent relever de l'esprit gaullien? Qu'un référendum perdu puisse être purement et simplement annulé par la coalition des politiciens maastrichtiens de droite et de gauche? Qui?

Depuis Maastricht, les révisions qui concernent l'Europe vont dans le sens d'une destruction de la nation française au profit de l'État maastrichtien -Traité de Maastricht en 1992, Traité de Lisbonne en 2008. Cette constitution de 1958 est morte: elle est devenue un chiffon de papier, un torchon, une serpillère. Merci Mitterrand, merci Chirac, merci Sarkozy, merci Hollande -et merci Macron qui est un mixte des vices de tous ceux-là: cynisme, démagogie, vulgarité et incompétence…

Les Français en général, et les gilets-jaunes en particulier ont bien compris que, depuis plusieurs décennies, leur constitution leur avait été volée. De Gaulle avait voulu l'élection du président de la République au suffrage universel direct à deux tours; un septennat avec des légis-

latives à mi-mandat, ce qui permettait au chef de l'État de savoir où il en était avec le peuple et où le peuple en était avec lui: en cas de perte de la majorité à l'Assemblée nationale, le Président démissionnait, c'était la sanction du peuple; il pouvait alors se représenter et être réélu, ou pas; le référendum permettait au peuple de donner son avis sur des questions de société majeures: une fois l'avis donné, on le respectait. Quand de Gaulle a perdu le référendum sur la régionalisation, il n'a pas nié le résultat, il n'a pas fait voter les députés pour l'annuler, il n'en a pas fait un second, il n'a pas fait le contraire de ce qu'avait décidé le peuple: il lui a obéi et a quitté le pouvoir. Il y avait dans la lettre, mais aussi et surtout dans l'esprit de cette constitution, un lien entre le peuple et son souverain qui était alors son obligé.

Aujourd'hui, c'est l'inverse: c'est le peuple qui est l'obligé de son président élu après que la propagande eut fait le nécessaire, c'est à dire des tonnes, pour installer l'un des voyageurs de commerce de l'État maastrichtien -depuis Mitterrand 1983, ils le sont tous… Le vote ne s'effectue plus de manière sereine et républicaine, libre et autonome, mais de façon faussée et binaire avec d'un côté le bien maastrichtien et de l'autre le mal souverainiste -la plupart du temps assimilé au fascisme. Cette caricature est massivement vendue par la propagande médiatique d'État ou de la presse subventionnée par lui. L'élection législative perdue n'induit plus la démission, mais la cohabitation; le référendum perdu ne génère plus l'abdication, mais sa négation. Quand le peuple dit au Président qu'il n'en veut plus, le Président reste… Et quand il part à la fin de son mandat, certes, on change de tête, mais la politique menée reste la même.

Tout le monde a bien compris depuis des années que les institutions françaises sont pourries, vermoules, comme une charpente minée par les termites et la mérule: il s'en faut de peu que la maison s'effondre d'un seul coup, avec juste un léger coup de vent. Les gilets-jaunes sont, pour l'heure, un léger coup de vent…

De même, tout le monde a bien compris que la représentation nationale n'est pas représentative: la sociologie des élus, députés et sénateurs, ne correspond pas du tout à la sociologie de la France. Il suffit de consulter la biographie des mandaté : ceux qui sont sur les ronds-points avec leurs gilets jaunes ne risquent pas d'avoir des collègues au Palais Bourbon ou au Palais du Luxembourg! Où sont les paysans et les ouvriers, les artisans et les commerçants, les marins pécheurs et les employés, les balayeurs et les veilleurs de nuit, les chauffeurs de taxi et les ambulanciers dans ces deux chambres? Nulle part… Les ouvriers représentent la moitié de la population active: il n'y en a aucun au Palais Bourbon -le PCF qui ne fonctionne qu'avec des permanents devrait s'interroger sur ce chiffre pour comprendre les raisons de sa crise… En revanche, on y trouve pas mal d'enseignants et de professions libérales, de notaires et d'avocats, des journalistes aussi. Les cadres et professions intellectuelles représentent 76 % des élus: c'est quatre fois et demie plus que leur part dans la population active. L'observatoire des inégalités a publié un texte intitulé « L'Assemblée nationale ne compte quasi plus de représentants de milieux populaires » (29 novembre 2018) qui détaille cette évidence: le peuple n'est plus à l'Assemblée nationale. Pour parler le langage de Bourdieu, on n'y trouve aucun dominé mais plus que des dominants. Dans les gilets-jaunes, c'est très exactement l'inverse: pas de dominants que des dominés!

Si la sociologie des élus est à ce point peu populaire on comprend qu'elle soit devenue antipopulaire. Il n'est pas besoin d'aller chercher très loin les raisons du vote négatif du peuple au référendum sur le Traité européen ni celles qui ont fait des élus les fossoyeurs de ce même vote populaire. La démocratie directe a dit: non. La démocratie indirecte lui a dit: bien sûr que si, ce sera tout de même oui. Je date du Traité de Lisbonne ce clair divorce du peuple d'avec ses prétendus représentants.

Qui peut croire que ces assemblées qui ne représentent déjà pas le peuple dans sa totalité puissent être crédibles quand chacun peut constater que le parti de Mélenchon, qui arrive quatrième au premier tour des élections présidentielles et n'est pas présent au second, dispose de dix-sept députés, pendant que celui de Marine Le Pen qui arrive deuxième et qui se trouve qualifiée au second tour, n'en a que huit? Quelle étrange machinerie politique permet à celui qui arrive quatrième d'avoir plus du double d'élus que celui qui arrive deuxième? Sûrement pas une machine démocratique…

Pas besoin d'être polytechnicien pour comprendre que le mode de recrutement des élus est partidaire et non populaire; les découpages électoraux et les logiques du code électoral sélectionnent des professionnels de la politique affiliés à des partis qui les mandatent et non des citoyens de base qui ne peuvent gagner sans le soutien d'un parti; une fois au chaud dans les institutions, les élus font de la figuration dans un système qui évince le peuple et sélectionne une caste qui se partage le gâteau en faisant des moulinets médiatiques afin de laisser croire qu'ils s'écharpent et ne pensent pas la même chose, or sur l'essentiel, ils sont d'accord: ils ne remettent pas en cause la règle du jeu qui les a placés là; au bout du compte, ceux qui gagnent sont toujours les défenseurs de l'État maastrichtien. Les gilets-jaunes savent que le code électoral, associé au découpage électoral opéré par le ministère de l'Intérieur avec l'Élysée, génère un régime illibéral -pour utiliser et retourner une épithète abondamment utilisée par les maastrichtiens pour salir les régimes qui ne les aiment pas donc qu'ils n'aiment pas. Ce régime est illibéral parce qu'il gouverne sans les gens modestes, sans les pauvres, sans les démunis, sans les plus précaires, sans eux et malgré eux, voire contre eux. Sans ceux qui,

aujourd'hui, portent le gilet jaune.

C'est donc fort de ce savoir acquis par l'expérience que le peuple des gilets-jaunes ne veut plus rien entendre des partis, des syndicats, des élus, des corps intermédiaires, des députés ou des sénateurs, du chef de l'État et de ses ministres, des élus de la majorité ou de ceux de l'opposition, mais aussi des journalistes qui, de la rubrique locale à l'éditorial du journal national, font partie de tous ces gens qui ont mis la France dans cet état et ce peuple dans cette souffrance. La démocratie indirecte, le système représentatif, le cirque des élections: ils n'y croient plus. Qui pourrait leur donner tort?

Voilà pour quelles raisons quelques gilets-jaunes proposent aujourd'hui le RIC -le référendum d'initiative citoyenne. Les journalistes qui estiment que les gilets-jaunes ne pensent pas, que leur mouvement c'est tout et n'importe quoi, qu'ils disent une chose et son contraire, qu'ils ne sont que dans la colère ou le ressentiment, de vilaines passions tristes que tel ou tel éditorialiste condamne dans son fauteuil de nanti, qu'ils sont des anarchistes ou des casseurs, qu'ils ne proposent jamais rien, ces journalistes, donc, sont bien obligés, en face de cette proposition majeure, de jouer les professeurs devant une classe de primaire en expliquant que le RIC, c'est du délire.

C'est pourtant, au contraire, une pharmacopée majeure très adaptée à cette démocratie malade, sinon mourante. C'est un authentique remède de cheval qui donne la frousse aux dominants, aux corps intermédiaires, aux élus, aux rouages du système, parce qu'ils voient d'un seul coup leurs pouvoirs mis en péril alors qu'ils les croyaient acquis pour toujours! Quoi: « le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple, mais vous n'y pensez pas? Quelle idée saugrenue! ». Si messieurs, justement: c'est la définition que donne le dictionnaire de la démocratie!

Qu'est-ce que ce RIC? La possibilité pour les citoyens de réunir un certain nombre de signatures qui obligent le pouvoir à examiner la question faisant l'objet du RIC, soit au parlement soit sous forme référendaire. « Impossible! » disent les éditocrates comme un seul homme. Or ils oublient que c'est possible depuis des siècles en Suisse et que c'est d'ailleurs ce qui fait de la Confédération helvétique antijacobine une démocratie bien plus sûrement que notre régime oligarchique.

A tout seigneur, tout honneur: le chevau-léger Stanislas Guerini (dans Marianne, le 17 octobre 2018), dont tout le monde ne sait peut-être pas encore qu'il est le patron de LREM, procède avec subtilité: Le RIC, c'est la possibilité demain de restaurer la peine de mort! Le RIC, c'est la certitude de la castration chimique pour les délinquants! Le RIC, ce pourrait même être, rendez-vous compte, il ne le dit pas, mais on voit bien qu'il le pense, la possibilité de sortir de l'État maastrichtien!

A la République en Marche, on n'aime pas le peuple, trop grossier, trop débile, trop crétin, trop pauvre, trop bête aussi… Il suffit d'écouter cette fois-ci le président du groupe LREM à l'Assemblée nationale, Gilles Legendre, qui affirme quant à lui, sans rire: « Nous avons insuffisamment expliqué ce que nous faisons. Nous nous donnons beaucoup de mal, il faut le faire mieux. Et une deuxième erreur a été faite, dont nous portons tous la responsabilité : le fait d'avoir été trop intelligent (sic), trop subtil (sic), trop technique (sic) dans les mesures de pouvoir d'achat. » (Marianne, 17 décembre 2018)

On ne peut mieux dire que le ramassis d'anciens socialistes, d'anciens hollandistes, d'anciens Modem, d'anciens écologistes, d'anciens LR, d'anciens EELV, d'anciens juppéistes, d'anciens sarkozystes, enfin d'anciens anciens qui constituent la modernité révolutionnaire dégagiste de LREM, méprise clairement le peuple jugé trop débile pour comprendre que l'augmentation des taxes sur l'essence, sous prétexte de transition écologique, est un impôt prélevé sur les pauvres sans qu'ils puissent y échapper, puisqu'ils sont contraints de remplir le réservoir de leurs voitures pour travailler.

Certes, Gilles Legendre est un intellectuel haut de gamme, puisqu'il dispose d'une triple casquette: journaliste, économiste, homme politique, ce qui, avouons-le, constitue trois titres de gloire dans l'État maastrichtien en général et, en particulier, dans la France, l'une de ses provinces depuis 1992. Lui qui a été élève à Neuilly, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, puis du Centre de formation des journalistes de Paris, qui a travaillé à Europe 1, au Nouvel Économiste, à L'Expansion, à Challenges, à L'Événement du jeudi de JFK aussi, qui accumule les jetons dans les conseils d'administration, comme la FNAC, qui a créé une boite de consulting, cet homme, donc, est aussi président d'un Observatoire de l'élection présidentielle -prière de ne pas rire… Il a été giscardien en 1974 -et n'a cessé de l'être depuis cette date…

Quelle morgue! Quelle arrogance! Quelle suffisance d'affirmer que le peuple est inculte, abruti, obtus, alors qu'il comprend très bien qu'on le tond depuis des années et qu'il ne le veut plus! En 2005, lors de la campagne contre le non au Traité européen, j'ai assisté à des réunions publiques où des gens simples et modestes qui ne sortaient pas de l'école de Neuilly, qui n'avaient pas usé leur fond de culotte à l'IEP ou au CFJ, qui n'avaient pas dirigé des journaux économiques libéraux, avaient sur les genoux ce fameux traité annoté, souligné, surligné, stabiloté: ils en avaient très bien compris les tenants et les aboutissants. A l'époque, ils ne voulaient pas être mangés à cette sauce-là. Ils ont donc massivement dit non. Des gens comme Legendre et autres giscardiens de droite et de gauche, dont les socialistes, le leur ont tout de même fait manger de force ce brouet. Mais cette fois-ci, les gilets-jaunes le

disent dans la rue: ils ne veulent plus de ces gens, de leurs idées populicides, de leur monde dont Alain Minc dit qu'il est « le cercle de la raison », alors qu'il est bien plutôt le cycle de la déraison.

Avec les gilets-jaunes, je prends une leçon: ce peuple que des années de politique éducative et culturelle libérale ont essayé d'abrutir, d'hébéter, d'abêtir, de crétiniser, ce peuple abîmé par des décennies d'école déculturée, de programmes télévisés décérébrés, de productions livresques formatées, de discours propagandistes relayés de façon massive par une presse écrite, parlée, télévisée aux ordres, ce peuple gavé comme des oies à la télé-réalité et à la variété, à la religion du football et à l'opium de la Française des jeux, ce peuple-là, celui dont j'ai dit un jour qu'il était le peuple « old school » et que je l'aimais, ce peuple: il pense. Et il pense juste et droit. Bien mieux que Macron, dont il est dit qu'il fut l'assistant de Paul Ricœur, et sa cour ou ses élus godillots.

On entend peu, très peu, pour ne pas dire pas du tout, le peuple « new school » jadis célébré par Terra Nova. Quand il parle, c'est plutôt d'ailleurs pour dire son soutien, donc sa collusion, avec les gens du système honni par les gilets-jaunes -voyez l'emblématique Mathieu Kassovitz qui tweete: « le peuple qui se bat pour protéger son confort je ne l'aime pas » (25 novembre 2018) - »protéger son confort », quand on est smicard ou à peine!

Sinon, ils sont bien silencieux les gens du show-biz, du cinéma, de la littérature, de la chanson, eux qu'on voit si souvent dans les médias pour combattre la faim et la misère, avec des majuscules, pourvu qu'on ne les oblige pas à prendre parti pour les faméliques et les miséreux, avec des minuscules, qui vivent au pied de chez eux… Ce retour de l'ancien peuple qui fait l'Histoire et souhaite dégager le vieux monde -le faux projet avoué de Macron- me donne le sourire.

Michel Onfray

Faire converger les colères !

Difficile d'analyser finement le mouvement des gilets jaunes tant il est protéiforme. Le circonscrire au poujadisme comme l'a essayé Jean-Marie Le Pen, l'homme du détail de l'histoire, serait une erreur et un manque d'honnêteté. Nous avons une espèce d' « ovni social » que personne ne pouvait prédire ; ce qui est sûr, c'est une mobilisation des laissés pour compte. Certains militants sont un peu perdus car ils avaient l'habitude des braséros devant leur entreprise avec piquets de grève... Là, ce sont des feux de palettes sur la route, les ronds-points… des lieux inhabituels de contestation, quoique pour la loi travail, plusieurs axes routiers avaient été bloqués dont nombre de ronds-points stratégiques. Autour du feu, on discute, on refait le monde, chacun y va de ses solutions, échafaude les projets d'une société plus juste, plus égalitaire. Et puis la convivialité s'invite, l'entraide aussi. C'est surtout la remise en cause des privilèges qui est au centre des discussions. Chacun énonce ses difficultés à vivre, à finir le mois, à élever ses enfants, à prendre en charge ses parents pour les retraités…Et on se retrouve dans les manifestations car on veut prendre son destin en main et en charge les affaires publiques. Un besoin de « Tous ensemble » émerge.
Et de dénoncer cette caste politique, imbue de ses privilèges, arrogante et auto-suffisante qui n'hésite à se congratuler à l'instar du LREM Le gendre qui veut faire de la pédagogie car la politique du gouvernement est la bonne et que dans les sphères gouvernementales, ils sont trop intelligents. Sous-entendu, les travailleurs pauvres sont des cons. En plus, ils sont auto-organisés, n'ont pas de porte-paroles nationaux…C'est un peu l'autogestion des initiatives, ce qui contrarie un gouvernement qui aimerait tant avoir des interlocuteurs à amadouer, une liste électorale pour affaiblir ses concurrents…Bref, Macron et Philippe aimeraient institutionnaliser le mouvement des gilets jaunes pour mieux le canaliser et l'affaiblir.
Nous faisons face à une monarchie macronienne qui tente par tous les moyens y compris répressifs de reprendre la main pour sauver les privilèges des puissants de ce monde.
En 1789, nos aïeux ont fait la Révolution, mais ce fut une révolution non terminée puisque ce fut la bourgeoisie qui prit le pouvoir. Aujourd'hui, il est temps que cette bourgeoisie frémisse de peur et que les travailleurs exigent l'égalité économique. C'est le moment de faire converger les colères !

Macron : les mains sanglantes du gouvernement

La répression policière se banalise. L'Etat et les médias placent les policiers en situation de victimes et les victimes en situation d'agresseurs. Inversion des normes. Manipulation qui ne marche pas pour ceux et celles qui sont présents lors des manifestations de gilets jaunes mais aussi ceux et celles qui étaient présents lors des manifestations contre la loi travail…
A ce jour, des centaines de blessés dont une centaine de blessés graves. Des gueules cassées comme lors de la Première Guerre mondiale : des joues déchiquetées, des mâchoires brisées, des membres tuméfiés…et une quinzaine de personnes qui ont perdu un œil. Ce ne sont pas forcément ceux qui sont au contact des forces de l'ordre lors d'affrontement qui prennent le plus ; les blessés graves

sont aussi ceux qui sont présents au mauvais moment et au mauvais endroit. Des gens qui se baladent ou des gens qui manifestent pacifiquement.

Les LBD (Lanceur de Balles de Défense) mutilent tout autant que les Flash Ball qui ont été remplacés mais dont certains servent encore. Le journal « Le Parisien » avait comptabilisé 776 tirs de LBD lors de la manifestation du premier décembre 2018, dans la seule ville de Paris. C'est dire leur utilisation massive. Alors que la tête et les parties génitales ne doivent pas être visées, c'est pourtant la tête qui subit les plus gros dégâts. Alors que les LBD ne doivent servir qu'à se défendre, les policiers s'en servent aussi pour contre-attaquer et à tirer parfois dans le dos des manifestants. Le but est de faire mal et peur aux gens. Vous savez que si vous manifestez, vous pouvez être grièvement blessé et avoir votre vie foutue ! Macron, c'est la dictature light.

La police française ne cherche aucunement la désescalade des violences. Le gouvernement cherche plutôt à montrer son savoir-faire en matière de maintien de l'ordre car le marché de l'armement est juteux. L'Etat continue de s'équiper. Selon le journal Le Monde du jeudi 17 janvier, le ministère de l'Intérieur a passé commande, le 23 décembre dernier, de trois lots de LBD, pour un total de 1730 armes. Ces armes sont payées avec nos impôts ! Nous vendons aussi ces armes à l'étranger. Ce qui serait intéressant, c'est de connaître les actionnaires principaux des fabricants de LBD. Qui émarge, qui touche des dividendes sur le dos des victimes collatérales, ou non, des manifestations de gilets jaunes ? Ces actionnaires financent-ils les campagnes électorales et lesquelles? Voilà un bon sujet d'investigation.

Aujourd'hui, selon le journaliste, David Dufresne, les policiers ont massifié le fait de viser la foule. Leur manque de formation et de perspicacité font le reste.

Les policiers s'en tirent bien car ils obéissent aux ordres… Ils ne se posent jamais la question : « jusqu'à quel point doit-on obéir » ? C'est tout le problème de l'uniforme, celui qui le porte obéit de manière aveugle, en temps de guerre comme en temps de paix. C'est un danger pour tous les amoureux de la liberté.

Quoiqu'il en soit, le quinquennat de Macron restera marqué par le sceau du sang, celui des manifestants. Peut-il encore, ce président des riches, se regarder dans un miroir ? Certainement, car son intelligence manque d'empathie. L'intelligence, c'est de la sensibilité cristallisée. Macron est dépourvue de sensibilité ; il n'est pourvu que d'une intelligence technocratique. C'est pour cela qu'il n'aura aucune compassion avec le manifestant, père de trois enfants, qui a été placé dans un coma artificiel, à Bordeaux, lors de la manifestation du samedi 12 janvier.

Patoche (Groupe libertaire Jules Durand- Le Havre)

Violences policières

LDB, grenades de désencerclement, matraque et lacrymogènes sont la seule réponse apportée aux mouvements sociaux et notamment celui des gilets jaunes, depuis le 17 novembre dernier. Surveillance par hélicoptère des manifestations, utilisation de blindés, dispositif policier disproportionné…Jusqu'où iront Macron et Castaner, ces anciens socialistes ? Anciens, car ils piochent leurs idées à droite, celle du tout répressif : loi anticasseurs, suppression des allocations familiales pour les parents d'enfants violents, quotas d'immigration, délinquance, pseudo-assistanat…On constate les choix idéologiques du macronisme. Sa matrice, le retour à l'ordre et un appel du pied fait en direction des sympathisants L.R. Enfin bref, de la tambouille électorale, celle à laquelle nous autres libertaires, sommes étrangers.

Le gouvernement table sur une logique de provocation-répression qui induit de facto une criminalisation des gilets jaunes. Cette politique n'est pas nouvelle ; elle a toujours été mise en place à chaque fois que des mouvements d'ampleur émergeaient : conflits avec les mineurs en 1948, grèves de l'été 1953, Mai 1968…Le mépris de classe des politiciens s'affiche ainsi que leurs solutions liberticides. Violences policières dans les banlieues, sur la Zad de Notre-Dame des Landes et autres ZAD…c'est souvent le même schéma de la gangrène sécuritaire des gouvernements. D'autant que d'année en année, un arsenal répressif se met en place. Après, il ne reste aux locataires de l'Elysée de piocher dans le mille-feuille des dispositifs de l'état d'urgence. En attendant, les puissants de ce monde aidé par l'Etat policier continuent à s'en mettre plein les poches. Les gilets jaunes, qui ont dénoncé depuis le début de leur mouvement les inégalités criantes de pouvoir d'achat, d'accès au soin, les problèmes de mobilité, des services publics qui s'amenuisent, se retrouvent dans la tourmente d'une répression sans limites et de l'arbitraire le plus total face à la justice.

Il nous faut casser la spirale des violences policières : 6000 interpellations, un millier de condamnations, 1843 blessés et mutilés dénombrés jusqu'à l'acte IX des gilets jaunes. Les médias commencent à en parler d'autant que plusieurs journalistes qui faisaient leur travail ont subi eux-mêmes des violences de la part des forces de l'ordre. Le gouvernement aura beau vouloir occulter la violence policière qu'il sème et encourage, les nombreuses vidéos

amateurs qui tournent sur le net et qui sont authentifiées, contrebalancent cette cécité volontaire des macronistes.
Le gouvernement, qui prend la parole dans les médias, dramatise à l'extrême les violences et mise sur un deux poids deux mesures en faveur de la police et la gendarmerie. Même Grimaud, préfet de police en 1968, avait adressé un courrier à tous les policiers, à propos des excès commis à l'encontre des manifestants. Il faut dire que de nombreux étudiants étaient des fils de bourgeois, ceci explique cela.

En mai-juin 1968, 7 morts ont été dénombrés. Du côté des gilets jaunes, nous en sommes à une dizaine même si les conditions ne sont pas les mêmes. Le mouvement des gilets jaunes paie un lourd tribut. En 68, on incriminait déjà les apaches, les anarchistes et les gauchistes. Aujourd'hui, on parle des ultra et encore des anarchistes. A croire que l'anarchisme est increvable.

En attendant plusieurs milliers de personnes se réclament toujours de l'anarchisme. Après avoir fait peur à la bourgeoisie par la propagande par le fait à la fin du XIXème siècle, en orientant le syndicalisme vers un syndicalisme d'action directe avant 1914, l'anarchisme ressurgit sur les barricades en 1968 puis dans les récents mouvements sociaux de ces dernières années.

De la figure de Jules Durand en 1910 à celle de Julien Coupat en 2008, la justice se prend dans les rêts du filet. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire, à part l'ignoble Castaner et ses sbires, que les LDB sont dangereux et qu'ils devraient être interdits lors des manifestations.

Nous sommes dans un épisode de la guerre sociale encadrée par Macron, Castaner et leur police, qui d'ores et déjà dépasse en morts, blessés, condamnés et interpellés, le mouvement de Mai 1968.

Thiers et Galliffet, sinistres assassins de la Commune sont restés dans l'Histoire ! Galliffet, surnommé le « Marquis aux talons rouges » ou le « Massacreur de la Commune ». Et toi Macron, petit marquis de la politique, comment seras-tu surnommé plus tard ?

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com